



ÉTATS FINANCIERS
AUX 31 DÉCEMBRE 2012 ET 2011

(en dollars canadiens)

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La responsabilité des états financiers de Ressources Strateco inc. et de toute l'information contenue dans le présent rapport incombe à la Direction. Les états financiers ont été dressés par la Direction conformément aux Normes internationales d'information financière et comprennent, le cas échéant, les meilleurs jugements et estimations de la Direction.

La Direction maintient un système de contrôles internes qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé, et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la Direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information, d'examen et d'approbation des états financiers. Le conseil d'administration assume ces responsabilités principalement par l'entremise de son comité d'audit.

Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration et tous ses membres sont des administrateurs indépendants. Le comité d'audit rencontre périodiquement la Direction ainsi que les auditeurs afin d'examiner les questions relatives aux contrôles internes, aux résultats de l'audit, aux conventions comptables et aux sujets connexes.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., un cabinet indépendant de comptables professionnels agréés, a reçu le mandat d'auditer les états financiers de la Société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011 sur les recommandations du comité d'audit.

(Signé) Guy Hébert

(Signé) Yvon Robert

Guy Hébert
Président et chef de la direction

Yvon Robert
Vice-président, finances

Boucherville, Canada
Le 21 mars 2013



Le 21 mars 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Ressources Strateco Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ressources Strateco Inc., qui comprennent les états de la situation financière au 31 décembre 2012 et 2011, les états des résultats, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes incluant les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources Strateco Inc. au 31 décembre 2012 et 2011, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A122718

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	1
ÉTATS DES RÉSULTATS.....	2
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL.....	3
TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	4
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	5
NOTES ANNEXES.....	6

RESSOURCES STRATECO INC.

États de la situation financière

(en dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie (note 1)	429 254	3 858 141
Crédits d'impôts à recevoir (note 5)	3 606 099	5 000 736
Taxes de vente à recevoir	373 461	384 138
Frais payés d'avance et autres débiteurs	369 560	414 047
	<u>4 778 374</u>	<u>9 657 062</u>
Actif non courant		
Partie non courante des crédits d'impôts à recevoir (note 5)	2 961 889	2 784 993
Actifs financiers disponibles à la vente (note 6)	20 000	40 000
Propriétés minières (note 7)	3 351 929	2 307 660
Frais d'exploration et d'évaluation reportés (note 7)	75 718 754	63 035 147
Immobilisations corporelles (note 8)	8 637 820	8 672 800
Total de l'actif	<u>95 468 766</u>	<u>86 497 662</u>
PASSIF		
Passif courant		
Créiteurs et charges à payer	2 118 296	1 192 923
Prêts à payer (note 9)	268 730	2 880 007
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement (note 10)	15 448	14 129
	<u>2 402 474</u>	<u>4 087 059</u>
Passif non courant		
Obligations découlant de contrats de location-financement (note 10)	15 426	30 874
Billets convertibles (note 9)	8 958 647	7 073 607
Passifs d'impôts différés (note 15)	10 746 310	8 652 187
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles (note 11)	2 269 620	1 994 709
Total du passif	<u>24 392 477</u>	<u>21 838 436</u>
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 12)	82 551 146	72 285 878
Composante capitaux propres des billets convertibles (note 9)	4 933 323	4 933 323
Bons de souscription (note 12)	2 575 671	3 442 107
Surplus d'apport	11 229 519	9 766 175
Cumul des autres éléments du résultat global	(30 000)	(10 000)
Déficit	(30 183 370)	(25 758 257)
Total des capitaux propres	<u>71 076 289</u>	<u>64 659 226</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u>95 468 766</u>	<u>86 497 662</u>

Continuité d'exploitation (note 1)

Engagements (note 20)

Événements postérieurs à la date de clôture (note 21)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

États des résultats

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

	2012	2011
	\$	\$
DÉPENSES		
Salaires et charges sociales	194 391	-
Consultants et frais professionnels	1 136 519	1 634 477
Rémunération à base d'actions	225 273	241 727
Communications et dépenses promotionnelles	551 385	711 425
Dépenses de bureau	158 636	217 474
Amortissement des immobilisations corporelles	31 091	42 921
Dévaluation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	-	3 967 706
Perte d'exploitation	(2 297 295)	(6 815 730)
Revenus financiers	(68 339)	(92 799)
Frais financiers		
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles	1 885 040	1 484 894
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	91 059	88 602
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer	119 993	226 738
Intérêts et frais bancaires	149 996	314 265
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-financement	3 463	17 751
Autres gains et pertes		
Dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente	-	250 000
Perte avant impôts sur les résultats	(4 478 507)	(9 105 181)
Charge d'impôts courants sur les résultats (recouvrement)	(176 896)	25 927
Charge d'impôts différés	123 502	1 189 505
Charges d'impôts sur les résultats (recouvrement)	(53 394)	1 215 432
PERTE NETTE	(4 425 113)	(10 320 613)
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	(0,03)	(0,07)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	163 580	142 596

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

États du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

	2012	2011
	\$	\$
Perte nette	(4 425 113)	(10 320 613)
Autres éléments du résultat global		
Variation de la juste valeur des instruments disponibles à la vente	(20 000)	(95 000)
Reclassement de la dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente à l'état des résultats	-	250 000
Autres éléments du résultat global	(20 000)	155 000
RÉSULTAT GLOBAL	(4 445 113)	(10 165 613)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

	2012	2011
	\$	\$
Flux de trésorerie générés par (affectés aux)		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(4 425 113)	(10 320 613)
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Rémunération à base d'actions	225 273	241 727
Charges de désactualisation	2 096 092	1 800 234
Amortissement des immobilisations corporelles	31 091	42 921
Dévaluation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	-	3 967 706
Dévaluation autre que temporaire sur les actifs financiers disponibles à la vente	-	250 000
Charge d'impôts différés	123 502	1 189 505
	(1 949 155)	(2 828 520)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Crédits d'impôts à recevoir	(176 896)	752 559
Taxes de vente à recevoir	10 677	407 469
Frais payés d'avance et autres débiteurs	44 487	(43 286)
Créditeurs et charges à payer	60 484	165 250
	(61 248)	1 281 992
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(2 010 403)	(1 546 528)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Crédits d'impôts encaissés	5 645 263	6 722 670
Acquisition de propriétés minières	(1 044 269)	(193 080)
Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation reportés	(13 663 807)	(16 728 362)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 138 545)	(1 175 015)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(11 201 358)	(11 373 787)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital social et bons de souscription	12 999 988	3 500 100
Frais d'émission	(702 985)	(510 329)
Exercice d'options d'achat d'actions	-	70 000
Prêts à payer, déduction faite des frais de financement (note 9)	500 000	2 936 000
Paievements sur obligations découlant de contrats de location-financement	(14 129)	(275 244)
Remboursement d'un prêt à payer (note 9)	(3 000 000)	(4 000 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	9 782 874	1 720 527
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(3 428 887)	(11 199 788)
Trésorerie au début de la période	3 858 141	15 057 929
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	429 254	3 858 141
Opérations de trésorerie		
Intérêts reçus	68 339	92 799
Intérêts payés	148 663	342 977

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 19)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.
États des variations des capitaux propres
 Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

	Nombre d'actions ordinaires en circulation	Capital social	Composante capitaux propres des billets convertibles	Bons de souscription	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2011	139 848 206	69 827 133	4 933 323	3 383 533	9 419 946	(165 000)	(15 235 644)	72 163 291
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(10 320 613)	(10 320 613)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	155 000	-	155 000
Résultat global	-	-	-	-	-	155 000	(10 320 613)	(10 165 613)
En contrepartie de propriétés minières (note 7)	70 000	27 720	-	-	-	-	-	27 720
Placements privés (note 12)	4 904 904	2 354 354	-	-	-	-	-	2 354 354
Frais d'émission, déduction faite des impôts de 66 151 \$ (note 12)	-	(179 764)	-	-	-	-	-	(179 764)
Exercice d'options d'achat d'actions	175 000	105 000	-	-	(35 000)	-	-	70 000
Impôts sur les résultats différés	-	151 435	-	-	-	-	(202 000)	(50 565)
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer (note 9)	-	-	-	58 574	-	-	-	58 574
Charge de rémunération à base d'actions (note 13)	-	-	-	-	381 229	-	-	381 229
Solde au 31 décembre 2011	144 998 110	72 285 878	4 933 323	3 442 107	9 766 175	(10 000)	(25 758 257)	64 659 226
Solde au 1^{er} janvier 2012	144 998 110	72 285 878	4 933 323	3 442 107	9 766 175	(10 000)	(25 758 257)	64 659 226
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(4 425 113)	(4 425 113)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(20 000)	-	(20 000)
Résultat global	-	-	-	-	-	(20 000)	(4 425 113)	(4 445 113)
Placement privé (note 12)	22 025 620	11 012 810	-	-	-	-	-	11 012 810
Bons de souscription émis dans le cadre de placements privés (note 12)	-	(340 322)	-	340 322	-	-	-	-
Frais d'émission, déduction faite des impôts de 189 103 \$ (note 12)	-	(510 391)	-	(3 491)	-	-	-	(513 882)
En contrepartie des frais d'émission, déduction faite des impôts de 24 210 \$ (note 12)	180 000	14 000	-	10 210	-	-	-	24 210
Impôts sur les résultats différés	-	(10 829)	-	-	-	-	-	(10 829)
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer (note 9)	549 451	100 000	-	92 706	-	-	-	192 706
Charge de rémunération à base d'actions (note 13)	-	-	-	-	343 088	-	-	343 088
Expiration des bons de souscription, déduction faite des impôts de 185 927 \$ (note 12)	-	-	-	(1 306 183)	1 120 256	-	-	(185 927)
Solde au 31 décembre 2012	167 753 181	82 551 146	4 933 323	2 575 671	11 229 519	(30 000)	(30 183 370)	71 076 289

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

1. STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Strateco inc., la (« Société »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et le développement de propriétés minières. Le siège social, qui est aussi l'établissement principal, est situé au 1225, rue Gay-Lussac, Boucherville, Québec, J4B 7K1, Canada. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto TSX.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières et les frais d'exploration et d'évaluation (« E&É ») reportés renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières, des frais d'E&É reportés et des immobilisations corporelles dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration, l'évaluation, le développement de ses biens, la construction et de la mise en production commerciale ou du produit de la cession des biens.

Les états financiers ci-joints ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la Direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La Direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation, tels qu'ils sont décrits dans le paragraphe suivant. Ces états financiers ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications de l'état de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une perte nette de 4 425 113 \$ et a accumulé un déficit de 30 183 370 \$ au 31 décembre 2012. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Au 31 décembre 2012, la Société disposait d'un fonds de roulement de 2 375 900 \$, incluant la trésorerie de 429 254 \$ dont 2 055 \$ étaient réservés conformément aux modalités des financements accreditifs. La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2013. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires ou un regroupement d'entreprises. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

L'exercice financier de la Société se termine le 31 décembre 2012. Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 21 mars 2013 en vue de leur publication.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

2. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Ces états financiers ont été préparés conformément aux IFRS telles que publiées par le Bureau international des normes comptables (l'International Accounting Standards Board ou « IASB ») applicables à la préparation d'états financiers.

La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables pour toutes les périodes présentées dans ces états financiers.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers de la Société sont décrites ci-dessous :

BASES D'ÉVALUATION

Ces états financiers ont été dressés sur la base des coûts historiques, à l'exception de la réévaluation de certains instruments financiers à leur juste valeur. De plus, ces états financiers ont été dressés selon les principes de la comptabilité d'exercice intégrale, à l'exception des renseignements portant sur les flux de trésorerie.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les soldes bancaires ainsi que les placements courants hautement liquides dont l'échéance initiale était d'au plus trois mois à la date d'acquisition.

COÛTS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Les actifs d'E&É sont constitués de frais d'E&É reportés et de propriétés minières. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&É des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur, sont passés en charges immédiatement.

Les coûts d'E&É comprennent les droits dans des propriétés minières, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits dans des propriétés minières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeurs. Les droits dans des propriétés minières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés dans les coûts de propriétés lorsque les paiements sont versés ou reçus.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les coûts d'E&É comprennent généralement aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, aux forages et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les coûts d'E&É reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les coûts d'E&É incluent le coût pour :

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis;
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Lorsqu'un projet minier arrive à l'étape du développement, les coûts d'E&É sont capitalisés en coûts de développement minier dans les immobilisations corporelles.

Les coûts d'E&É comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux coûts d'E&É capitalisés sont classés dans les activités d'investissement aux tableaux des flux de trésorerie, aux rubriques Acquisition de propriétés minières et Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation reportés.

AIDE GOUVERNEMENTALE

Les crédits remboursables de droits miniers du Québec sont constatés à l'état des résultats à titre de recouvrement d'impôts courants. La Société a droit également à des crédits d'impôts remboursables à l'égard des dépenses d'exploration minière admissibles engagées dans la province de Québec qui sont imputés aux frais d'E&É reportés à l'état de la situation financière.

FOURNITURES D'EXPLORATION

Les matériaux et les consommables utilisés pour l'E&É sont évalués au montant le moins élevé entre le coût d'achat établi selon la méthode du PEPS (« premier entré, premier sorti ») et la valeur recouvrable nette. Les coûts comprennent le coût d'acquisition, le transport et les autres coûts directement attribuables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé et les charges de dévaluation cumulées. Le coût d'un actif inclus dans les immobilisations corporelles comprend le coût d'achat lequel peut inclure la construction ou le développement d'un élément des immobilisations corporelles, tous les coûts directement attribuables au fait d'amener l'actif sur le site et à l'état requis pour son utilisation prévue et une estimation initiale des coûts de démantèlement de l'actif et de restauration du site où l'actif était situé.

Les coûts de réparation et d'entretien sont portés à l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

L'amortissement des immobilisations corporelles, s'il est lié aux activités d'E&É, est capitalisé dans les frais d'E&É reportés. Pour les actifs qui ne sont pas liés aux activités d'E&É, la charge d'amortissement est portée à l'état des résultats.

Les immobilisations corporelles, incluant les actifs faisant l'objet de contrats de location-financement, sont amorties en fonction du coût des actifs inclus dans les immobilisations corporelles moins leur valeur résiduelle estimative, en utilisant la méthode linéaire jusqu'en 2017, qui est la date prévue de la décision finale de mise en production, à l'exception de certains véhicules, de certaines portions du campement et de certaines infrastructures, du matériel roulant et de certaines pièces d'équipement, qui sont amortis sur une période de trois à dix ans, basée sur leur durée de vie utile estimative.

La Société répartit le montant initialement constaté en vertu de chaque actif inclus dans les immobilisations corporelles parmi les composantes significatives et amortit séparément chacune des composantes. La valeur résiduelle, la méthode d'amortissement et la durée de vie utile des actifs sont révisées annuellement et ajustées au besoin.

Les gains et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les autres gains ou pertes à l'état des résultats.

DÉVALUATION DES ACTIFS NON FINANCIERS

Les immobilisations corporelles, les dépenses capitalisées d'E&É et les actifs incorporels sont révisés pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les flux futurs de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les flux futurs de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif ou d'une UGT est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée comme dépréciation ou amortissement additionnel. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation ou d'amortissement pour la période.

BAUX

Les baux en vertu desquels une part importante des risques et des bénéfices inhérents à la propriété demeurent au bailleur sont considérés comme des baux d'exploitation. Les paiements versés en vertu de baux d'exploitation (déduction faite de tout avantage reçu de la part du bailleur) sont imputés à l'état des résultats ou en frais d'E&É reportés sur la période du bail.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La Société loue certains équipements. Les contrats de location d'équipement pour lesquels la Société assume en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au montant le moins élevé de la juste valeur de l'équipement loué et de la valeur actualisée des paiements de location minimaux.

Chaque paiement de location est réparti entre le passif et les frais financiers. Les obligations de location qui en découlent, déduction faite des frais de financement, sont incluses dans les passifs. La composante intérêt du coût de financement est imputée à l'état des résultats dans les frais financiers sur la période du contrat de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde résiduel du passif pour chaque période.

BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement à l'état de la situation financière lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passive en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passive est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est comptabilisée à l'état des résultats comme frais financiers.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets et la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant) du montant des billets convertibles et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des billets convertibles. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée par suite de la constatation initiale, sauf au moment de la conversion ou de l'échéance.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

PROVISIONS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE RESTAURATION, DE RÉHABILITATION ET D'ENVIRONNEMENT

Des provisions pour les coûts de restauration environnementale et les réclamations juridiques, le cas échéant, sont constatées lorsque : (i) la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle en raison d'événements précédents; (ii) il est probable qu'un débours de ressources sera nécessaire pour acquitter l'obligation et (iii) le montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions sont évaluées selon les meilleures estimations de la Direction concernant les montants requis pour s'acquitter de l'obligation à la fin de la période de présentation et sont escomptées à leur valeur actualisée lorsque l'effet est important. L'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est constatée dans les frais financiers. Les variations d'hypothèses ou d'estimations sont reflétées dans la période au cours de laquelle elles se produisent.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Une obligation juridique ou implicite d'engager des dépenses de restauration, de réhabilitation et d'environnement peut se matérialiser lorsqu'une perturbation environnementale est attribuable aux travaux d'exploration et d'évaluation, de mise en valeur ou de production sur une propriété minière. De tels coûts découlant de la mise hors service d'une immobilisation corporelle et d'autres travaux de préparation d'un site, escomptés à leur valeur actualisée nette, sont prévus et capitalisés au début de chaque projet dans la valeur comptable de l'actif, dès que l'obligation d'engager de tels coûts se matérialise. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques au passif, à l'exception des risques pour lesquels les futurs flux de trésorerie estimatifs ont déjà été ajustés. Le passif associé est ajusté pour chaque période pour les variations du taux d'actualisation basé sur les conditions du marché, le montant ou la durée des flux de trésorerie sous-jacents requis pour s'acquitter de l'obligation. La Société constate également un montant d'actif correspondant, lequel est amorti d'une manière logique et systématique.

PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées aux employés est constatée à l'état des résultats ou capitalisée dans les frais d'E&É reportés sur la période d'attribution, avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée sur la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

CAPITAL SOCIAL ET BONS DE SOUSCRIPTION

Les actions ordinaires et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont constatés en réduction du produit dans les capitaux propres dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu. Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes qui sert à déterminer la juste valeur des bons de souscription émis.

ÉMISSION D' ACTIONS ACCRÉDITIVES

La Société finance certains frais d'E&É au moyen de l'émission d'actions accréditives. La Société renonce aux déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. La Société constate un passif d'impôts différés pour les actions accréditives et une charge d'impôts différés au moment où les frais admissibles sont engagés. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») calculé selon la méthode résiduelle est constaté à titre d'autre passif, lequel est renversé dans les résultats comme recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La Direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenu en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul du résultat par action (« RPA ») est basé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le RPA de base est calculé en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Le calcul du RPA dilué suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres uniquement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission aurait un effet dilutif sur le RPA. La méthode des actions de trésorerie est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions, tandis que la méthode de la conversion hypothétique est employée pour les billets convertibles. Lorsque la Société constate une perte, la perte nette par action ordinaire diluée est équivalente à la perte nette par action ordinaire de base en raison de l'effet antidilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions et des billets convertibles en circulation.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs admissibles sont ajoutés au coût de ces actifs lorsqu'il est probable que ces actifs résulteront en bénéfices économiques futurs pour la Société, jusqu'au moment où ces actifs sont en substance prêts pour leur utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont constatés en frais financiers à l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

INFORMATION SECTORIELLE

La Société est présentement active dans un seul secteur – l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et la mise en valeur de propriétés minières. Toutes les activités de la Société se déroulent au Québec, Canada.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument en question. Les actifs financiers sont sortis de l'état de la situation financière lorsque les droits qui permettent de recevoir des flux de trésorerie à l'égard des actifs sont échus ou ont été transférés et que la Société a transféré en substance tous les risques et les bénéfices inhérents à la propriété.

Les actifs et les passifs financiers sont contrebalancés et le montant net est porté à l'état de la situation financière lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de contrebalancer les montants constatés existe et qu'il y a intention de régler sur une base nette, ou de recouvrer l'actif et régler le passif simultanément.

Au moment de la constatation initiale, la Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes, en fonction des fins auxquelles les instruments ont été acquis :

(i) Actifs et passifs financiers à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte

Un actif ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement aux fins de vente ou de rachat courant. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie à moins d'être désignés comme des instruments de couverture.

Les instruments financiers dans cette catégorie sont constatés, initialement et par la suite, à la juste valeur. Les coûts de transaction sont imputés à l'état des résultats. Les gains et les pertes découlant de variations de la juste valeur sont présentés à l'état des résultats à la rubrique Autres gains et pertes, dans la période au cours de laquelle ils se matérialisent. Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur dans le bénéfice ou la perte sont considérés courants, à l'exception de la portion qui sera recouvrée ou payée au-delà d'une période de douze mois suivant la date de l'état de la situation financière, qui est considérée comme non courante.

(ii) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et créances sont constatés initialement au montant qu'il est prévu de recevoir moins une escompte, si elle s'avère importante, visant à réduire les prêts et créances à la juste valeur. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, moins une provision pour dévaluation.

(iii) Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs non dérivés qui sont soit désignés dans cette catégorie ou qui n'entrent dans aucune autre catégorie.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés initialement à la juste valeur plus les coûts de transaction, et par la suite évalués à la juste valeur. Les gains ou les pertes découlant de variations de la juste valeur sont constatés dans les autres éléments du résultat global. L'intérêt sur les placements disponibles à la vente, calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur, est constaté à l'état des résultats à titre de revenu financier. Lorsqu'un actif disponible à la vente est vendu ou dévalué, les gains ou les pertes cumulées sont retirés du cumul des autres éléments du résultat global et sont portés à l'état des résultats, dans les autres gains ou pertes.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les actifs financiers disponibles à la vente sont considérés non courants, à moins que le placement n'arrive à échéance dans moins de douze mois, ou si la Direction prévoit les céder dans un délai de moins de douze mois.

(iv) Passifs financiers au coût amorti

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer, les prêts à payer et les billets convertibles. Les créditeurs et charges à payer sont initialement constatés au montant qui devra être versé, moins une escompte, si elle s'avère importante, visant à réduire les comptes créditeurs à la juste valeur. Par la suite, les créditeurs et charges à payer sont évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur. Les prêts à payer, les obligations découlant de contrats de location-financement et les billets convertibles sont initialement constatés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et par la suite au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt en vigueur.

Les passifs financiers sont considérés comme des passifs courants si le paiement est exigible dans un délai de moins de douze mois. Sinon, ils sont considérés comme des passifs non courants.

La Société a classé ses instruments financiers de la façon suivante :

Catégorie	Instrument financier
Prêts et créances	Trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs financiers disponibles à la vente
Passifs financiers au coût amorti	Créditeurs et charges à payer
	Obligations découlant de contrats de location-financement
	Prêts à payer
	Billets convertibles

DÉVALUATION D'ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de l'état de la situation financière, la Société analyse s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier est dévalué. Un actif financier est dévalué et des pertes pour dévaluation sont imputées uniquement s'il existe des indications objectives de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui se sont produits après la constatation initiale (un « événement générateur de perte ») et que cet événement générateur de perte a une incidence sur les flux de trésorerie estimatifs découlant des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable. Si de telles indications existent, alors la Société constate une perte pour dévaluation, de la façon suivante :

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût amorti du prêt ou des créances et la valeur actualisée des futurs flux de trésorerie estimatifs, actualisés à l'aide du taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant, soit directement ou indirectement par l'utilisation d'un compte de réserve.

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont résorbées dans les périodes subséquentes si le montant de la perte diminue et si la diminution peut être objectivement associée à un événement qui s'est produit après la constatation de la dévaluation.

Les pertes pour dévaluation et les renversements sont portés à l'état des résultats.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs financiers disponibles à la vente

La perte pour dévaluation correspond à l'écart entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte pour dévaluation déjà portée à l'état des résultats. Ce montant représente la perte accumulée dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassée à l'état des résultats.

Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente ne peuvent pas être résorbées.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments des états financiers sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE EN VIGUEUR

À moins d'indication contraire, les normes révisées et les amendements qui sont pertinents pour la Société et qui sont décrits ci-dessous s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, bien qu'une application anticipée soit autorisée.

IAS 1, *Présentation des états financiers* (« IAS 1 »)

IAS 1 a été amendée pour changer la divulgation des éléments présentés dans les autres éléments du résultat global (« AERG »), incluant l'exigence de séparer les éléments présentés dans les AERG en deux groupes selon la possibilité que les éléments pourront ou non être reclassés aux résultats ultérieurement. Cet amendement est applicable pour les exercices débutant à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société s'attend à ce que cet amendement n'ait aucune incidence.

IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

IFRS 9, publiée en novembre 2009, renferme des exigences applicables aux actifs financiers. Cette norme porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les catégories multiples et les modèles d'évaluation énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour les instruments de créance par un nouveau modèle d'évaluation mixte comportant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres, ces instruments étant comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque de tels instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un retour sur investissements. Cependant, les autres gains et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments demeurent indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Des dispositions applicables aux passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010, et elles correspondent essentiellement aux dispositions énoncées dans IAS 39, à l'exception du fait que les variations de juste valeur attribuables au risque de crédit pour les passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net seraient généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Cette norme est applicable pour les exercices débutant à compter du 1^{er} janvier 2015. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'appliquera de façon anticipée.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

IFRS 10, États financiers consolidés (« IFRS 10 »)

IFRS 10 remplace certaines parties de la norme IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* et l'ensemble de SIC-12, *Consolidation - Entités ad hoc*. IFRS 10 s'appuie sur les principes existants en identifiant la notion de contrôle en tant que facteur déterminant de l'entité devant être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. Le reste de la norme IAS 27, *États financiers individuels*, contient maintenant les exigences de comptabilisation et de divulgation pour les investissements dans les filiales, coentreprises et entreprises associées uniquement lorsqu'une entité prépare des états financiers individuels, ce qui ne s'applique pas actuellement aux états financiers consolidés de la Société.

IFRS 11, Partenariats (« IFRS 11 »)

IFRS 11 remplace la norme IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 requiert une seule méthode, connue sous le nom de la méthode de la mise en équivalence, pour rendre compte des participations dans des entités contrôlées conjointement qui soit cohérente avec le traitement comptable actuellement appliqué aux investissements dans les entreprises associées. IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et coentreprises*, a été modifiée à la suite de la publication de la norme IFRS 11. En plus de prescrire la comptabilisation des investissements dans les entreprises associées, elle établit maintenant les exigences relatives à l'application de la méthode de la mise en équivalence pour les coentreprises. La Société ne comptait aucune coentreprise au 31 décembre 2012.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités (« IFRS 12 »)

IFRS 12 établit des obligations en matière d'informations à fournir pour toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les filiales, les partenariats, les entreprises associées, et les entités structurées non consolidées. Cette norme reprend des exigences de présentation existantes et introduit également des exigences de présentation additionnelles importantes au sujet de la nature et des risques associés aux participations d'une entité dans d'autres entités. La norme comprend des exigences de présentation pour les entités visées par les normes IFRS 10 et IFRS 11. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (« IFRS 13 »)

IFRS 13 fournit des directives sur la façon dont la juste valeur devrait être appliquée lorsque son utilisation est déjà requise ou permise par d'autres normes dans les IFRS, y compris une définition précise de la juste valeur, une source unique d'évaluation de la juste valeur ainsi que des divulgations requises qui s'appliquent à toutes les IFRS. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme.

IFRIC 20, Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert (« IFRIC 20 »)

Le 19 octobre 2011, le Comité d'interprétation des IFRS a publié l'IFRIC 20, qui s'applique à tous les types de ressources naturelles qui sont extraites selon le processus d'extraction minière à ciel ouvert. L'IFRIC 20 précise les exigences pour la comptabilisation des frais de décapage dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert. Elle fournit des indications sur le moment où le décapage dans le cadre des activités d'exploitation devrait conduire à la comptabilisation d'un actif et comment cet actif doit être mesuré, à la fois initialement et au cours des périodes ultérieures. La Société n'a pas engagé de frais de découverte au 31 décembre 2012.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Plusieurs des montants présentés dans les états financiers exigent que la Direction émette des jugements ou fasse des estimations. Ces jugements et ces estimations sont révisés en continu et reposent sur l'expérience de la Direction ainsi que sa connaissance des faits et des circonstances pertinentes. Les résultats réels pourraient différer des montants présentés dans les états financiers.

Les jugements et les estimations de la Direction pourraient affecter sensiblement les montants constatés dans les états financiers à l'égard des éléments suivants :

1. Dévaluation d'actifs non financiers

- L'évaluation de la valeur recouvrable en ce qui a trait aux actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et pourrait différer sensiblement de la valeur réelle des actifs en question. Les valeurs recouvrables sont basées, en partie, sur certains facteurs qui pourraient échapper en partie ou en entier au contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison des valeurs recouvrables aux valeurs comptables des actifs non financiers. Les estimations de la valeur recouvrable reposent sur de nombreuses hypothèses. Les estimations de la juste valeur pourraient différer des valeurs réelles, et ces écarts pourraient être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société et ses résultats d'exploitation. Les actifs sont analysés pour des indications de dévaluation à chaque date de l'état de la situation financière et lorsqu'il y a des indicateurs de dépréciation. Cette détermination implique une grande part de jugement. Les facteurs qui pourraient déclencher une analyse de dévaluation comprennent notamment, sans s'y limiter, une expiration du droit d'explorer dans la zone spécifique au cours de l'exercice pendant ou dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&É ultérieures dans une zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&É de ressources minérales dans une zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable des actifs ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente, de fortes tendances baissières dans l'industrie ou dans l'économie en général, une baisse importante du prix de l'uranium ou l'incapacité de la Société à obtenir ses autorisations requises en vue de la réalisation du programme d'exploration souterraine du projet Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

- Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Direction n'a pas testé ses actifs non financiers pour dévaluation puisque la Société est d'avis que leur valeur n'a pas été affectée par, entre autres, le prix courant de l'uranium et par l'impact négatif des événements survenus au Japon en mars 2011 qui se fait toujours sentir. Selon les prévisions, une prise de décision quant à la mise en production des projets de la Société ne sera pas effectuée avant l'année 2017, et la Société est d'avis que le niveau actuel du cours de l'uranium ne reflète pas le cours futur, qui sera plus élevé de l'avis de la Direction, et ne constitue pas un changement négatif important du contexte économique de la Société qui déclencherait un test de dépréciation.
 - Le 16 octobre 2012, la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN ») a accordé à la Société une licence pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Le 17 janvier 2013, la Société a déposé une requête en *mandamus* et jugement déclaratoire à la Cour supérieure du Québec. Celle-ci vise, entre autres, à ce que le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs rende une décision quant à l'autorisation requise en vue de la réalisation du programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Lors de la première séance de gestion de sa requête en *mandamus* et jugement déclaratoire tenue à Québec, le 20 mars dernier, la Société a informé la Cour supérieure du Québec de sa décision d'amender sa procédure afin que sa requête soit uniquement limitée à la demande de *mandamus*. Cette décision a été prise afin d'accélérer le processus judiciaire. L'issue de la décision de la Cour supérieure pourrait affecter la recouvrabilité des actifs du projet Matoush dans l'éventualité où l'autorisation n'est pas obtenue constituant ainsi un changement négatif important pour la Société qui déclencherait un test de dépréciation. Au 31 décembre 2012, les actifs du projet Matoush, incluant les propriétés minières, les frais d'E&É reportés et les immobilisations corporelles totalisent 86 728 624 \$.
2. Constatation d'actifs d'impôts différés et évaluation de la charge fiscale
- Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés puisse ne pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, la Société constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la Direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

3. La durée de vie utile et la valeur résiduelle estimatives des immobilisations corporelles et l'évaluation de l'amortissement
 - La Direction estime la durée de vie utile des immobilisations corporelles en fonction de la période durant laquelle les actifs devraient être disponibles pour utilisation. Les montants et la durée des charges constatées pour l'amortissement des immobilisations corporelles pour toute période sont affectés par ces estimations de la durée de vie utile. Les estimations sont révisées au moins une fois par année et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique ou commerciale, ou de restrictions juridiques ou autres. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, une part importante des immobilisations corporelles a été dépréciée à l'aide de la méthode linéaire jusqu'en 2015, qui était au 30 septembre 2012 la date anticipée de la décision finale de production et qui représente une estimation comptable importante de la Société. En octobre 2012, la date prévue de la décision finale de production a été revue par la Direction et est maintenant estimée à l'an 2017, ce qui constitue un changement d'estimation important. Il est possible que des changements en ce qui a trait à ces facteurs puissent amener la Société à modifier encore de façon importante ses estimations portant sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles de la Société dans l'avenir notamment la date anticipée de la décision finale de production de la Société, et de tels changements pourraient avoir encore une incidence sur la charge d'amortissement dans l'avenir.
4. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles
 - Des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale de propriétés minières et d'équipements, puisque les activités minières sont assujetties à des lois et à des règlements concernant la protection de l'environnement. La Société a l'intention d'engager dans l'avenir des dépenses pour se conformer à ces lois et à ces règlements. La valeur actualisée estimative des passifs de réhabilitation est constatée dans la période au cours de laquelle l'obligation est engagée. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif associé est constatée et amortie sur la durée de vie de l'actif en question. Le passif sera augmenté à chaque période pour refléter la composante intérêt et sera également ajusté pour tenir compte des variations des taux d'actualisation et des estimations quant à l'ampleur, à la durée et au coût des travaux qui seront effectués.
 - Les futurs coûts de réhabilitation sont cumulés en fonction des meilleures estimations de la Direction à la fin de chaque période en ce qui a trait aux coûts comptants non actualisés qu'il est prévu d'engager à chaque site. Les modifications apportées aux estimations sont reflétées pour la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. La comptabilisation des obligations de réhabilitation et de restauration exige que la Direction fasse des estimations quant aux coûts futurs que la Société engagera pour compléter les travaux de réhabilitation et de restauration nécessaires pour se conformer aux lois et aux règlements en vigueur à chaque site d'exploitation minière. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la Société a estimé le moment des déboursés à l'an 2015, qui était au 30 septembre 2012 la date prévue de la décision finale de production. En octobre 2012, la date prévue de la décision finale de production a été revue par la Direction et est maintenant estimée à l'an 2017, ce qui constitue un changement d'estimation important. Les coûts réels engagés pourraient différer des montants estimés. De plus, de futurs changements aux lois et aux règlements environnementaux pourraient augmenter l'ampleur des travaux de réhabilitation et de restauration que la Société devra réaliser. L'augmentation des futurs coûts pourrait avoir une incidence importante sur les montants imputés aux activités pour la restauration et la réhabilitation.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

4. JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES (suite)

5. Positions fiscales incertaines

- La Société a reçu des avis de cotisation d'une autorité fiscale en juillet 2011 pour les exercices clos les 31 décembre 2006, 2007 et 2008, refusant certaines dépenses dans le calcul des crédits de droits miniers pour pertes s'élevant à environ 800 000 \$ pour ces trois exercices. La Société est en désaccord avec les avis de cotisation et a entrepris un processus d'opposition pour justifier ses revendications. Le tout sans préjudice quant à l'ensemble de la procédure judiciaire et de l'opposition, la Société estime que l'exposition maximale est une réduction des crédits de droits miniers pour pertes qui s'élèverait à un montant global et approximatif de 1 500 000 \$ au 31 décembre 2012, si toutes les dépenses visées dans les avis de cotisation sont finalement rejetées et en prenant également en considération l'incidence du refus éventuel des dépenses sur la même base par les autorités fiscales dans les avis de cotisation subséquents concernant les crédits de droits miniers pour pertes enregistrés dans les exercices clos les 31 décembre 2009, 2010, 2011 et 2012.

Les crédits de droits miniers pour pertes pour les périodes actuelles et précédentes sont mesurés à la valeur qui devrait être récupérée auprès des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent quant à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers pour pertes et le calendrier de perception de ces derniers. Le calcul des crédits de droits miniers pour pertes de la Société implique un certain degré d'estimation et de jugement à l'égard de certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être définitivement fixé jusqu'à la résolution d'un processus d'opposition avec l'autorité fiscale concernée ou, le cas échéant, par un processus judiciaire formel. Les différences entre les résultats réels par suite de la résolution définitive de certains de ces éléments, les hypothèses émises et l'évolution de ces hypothèses pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers pour pertes et à la charge d'impôts au cours de périodes futures. La résolution de problèmes peuvent prendre, et prennent souvent, de nombreuses années. En conséquence, il peut y avoir des différences substantielles entre les crédits de droits miniers pour pertes et les montants finalement récupérés.

Ces crédits de droits miniers pour pertes sont classés comme des actifs non courants.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont issus des meilleures estimations et jugements de la Société tels qu'ils sont décrits ci-dessus. Cependant l'incertitude inhérente à l'issue de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables, et donc avec une incidence sur les résultats et les flux de trésorerie de la Société.

6. Continuité d'exploitation

- L'évaluation de la capacité de la Société d'exécuter sa stratégie en finançant ses besoins futurs en fonds de roulement implique une grande part de jugement. Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont basées sur l'expérience, l'historique et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont raisonnables dans les circonstances.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

5. CRÉDITS D'IMPÔTS À RECEVOIR

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes	2 961 889	2 784 993
Crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources	3 606 099	5 000 736
	6 567 988	7 785 729
Moins : la partie non courante des crédits d'impôts à recevoir (i)	2 961 889	2 784 993
Partie courante des crédits d'impôts à recevoir	3 606 099	5 000 736

(i) À cause des délais de traitement pour le remboursement des crédits de droits miniers remboursables pour pertes et du processus d'opposition (voir note 4 « Positions fiscales incertaines »), la Société a classé tous ces crédits de droits miniers remboursables pour pertes comme des actifs non courants.

6. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Au 31 décembre 2012, la Société détenait 1 000 000 d'actions de Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») (1 000 000 au 31 décembre 2011) et le cours de l'action de Pacific Bay était de 0,02 \$ au 31 décembre 2012 (0,04 \$ au 31 décembre 2011).

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre 2011	Additions	31 décembre 2012
		\$	\$	\$
Projet Matoush				
Matoush	100 %	339 929	1 000 053	1 339 982
Matoush Extension	100 %	21 626	19 149	40 775
Eclat	100 %	1 285 901	4 770	1 290 671
Pacific Bay-Matoush	60 %	641 485	20 297	661 782
Autre projet				
Mistassini	60 %	18 719	-	18 719
		2 307 660	1 044 269	3 351 929

Propriétés minières	Intérêt	31 décembre 2010	Additions	Dévaluation	31 décembre 2011
		\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	100 %	338 657	1 272	-	339 929
Matoush Extension	100 %	20 842	784	-	21 626
Eclat	100 %	1 285 901	-	-	1 285 901
Pacific Bay-Matoush	60 %	438 713	202 772	-	641 485
Autres projets					
Mistassini	60 %	9 827	8 892	-	18 719
Apple	100 %	3 038 973	7 080	(3 046 053)	-
		5 132 913	220 800	(3 046 053)	2 307 660

La propriété et les frais d'E&É reportés relatifs à Apple ont une dévaluation cumulée de 6 146 053 \$ et de 1 673 844 \$, respectivement, au 31 décembre 2012 et 2011.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS (suite)

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Frais d'E&É reportés	75 212 699	62 373 425
Fournitures d'exploration	506 055	661 722
	75 718 754	63 035 147

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2011	Additions	Crédits d'impôts	31 décembre 2012
	\$	\$	\$	\$
Projet Matoush				
Matoush	54 650 711	16 793 808	(4 135 889)	67 308 630
Matoush Extension	519 013	236 536	(91 658)	663 891
Eclat	4 387 900	15 274	(5 919)	4 397 255
Pacific Bay-Matoush	1 865 637	26 329	(10 203)	1 881 763
Autre projet				
Mistassini	950 164	17 953	(6 957)	961 160
	62 373 425	17 089 900	(4 250 626)	75 212 699

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2010	Additions	Crédits d'impôts	Dévaluation	31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$	\$
Projet Matoush					
Matoush	42 926 625	16 229 945	(4 505 859)	-	54 650 711
Matoush Extension	494 879	39 402	(15 268)	-	519 013
Eclat	4 361 338	43 366	(16 804)	-	4 387 900
Pacific Bay-Matoush	1 237 034	1 026 291	(397 688)	-	1 865 637
Autre projet					
Mistassini	572 272	616 966	(239 074)	-	950 164
Apple	794 240	51 823	(1 070)	(844 993)	-
	50 386 388	18 007 793	(5 175 763)	(844 993)	62 373 425

MATOUSH

La Société détient 100 % de la propriété Matoush, située à environ 270 km au nord de Chibougamau. La propriété n'est plus assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« PNA ») car la Société a complété le rachat de celle-ci le 20 décembre 2012 pour un montant de 1 000 000 \$ à Ditem Explorations Inc., le détenteur de cette redevance.

MATOUSH EXTENSION

La Société détient 100 % de la propriété Matoush Extension.

ECLAT

La Société détient un intérêt de 100 % sur tous les minéraux, à l'exception des diamants, sur tous les titres miniers de la propriété Eclat, assujettie à une redevance de 2 % des PNA et de 2 % des produits sur les droits d'émission de carbone en faveur de Vija Ventures Corporation.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'E&É REPORTÉS (suite)

PACIFIC BAY-MATOUSH

Le 14 janvier 2008, la Société a signé l'entente finale selon laquelle elle pouvait acquérir 60 % d'intérêt dans la propriété de Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») située au Québec, dans le secteur Matoush des Monts Otish. L'entente prévoit que la Société paierait à Pacific Bay un total de 500 000 \$ et émettrait 200 000 actions ordinaires sur une période de quatre ans et investirait 3 millions \$ en frais d'E&É sur une période de quatre ans, incluant un minimum de 10 000 mètres de forage à raison d'un minimum de 2 500 mètres par année.

En octobre 2011, ayant rempli ses obligations, la Société a exercé son option et elle détient avec prise d'effet au 29 octobre 2011, un intérêt indivis de 60 % dans la propriété.

MISTASSINI

Le 16 mai 2011, la Société et Ressources Majescor Inc. ont signé une entente de coentreprise définitive dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 14 février 2011, soit la date à laquelle la Société a rempli ses obligations conformément à l'entente d'option. La Société détient maintenant une participation de 60 % dans les droits d'uranium de la propriété Mistassini qui est l'actif principal de la coentreprise.

La propriété Mistassini est assujettie à une redevance de 2 % sur tous les produits de la vente des oxydes d'uranium.

APPLE

La propriété Apple est située à 80 kilomètres au sud-est de Radisson sur le territoire de la Baie-James, au Québec. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des PNA, dont 1% peut être racheté par la Société pour 1 million \$ en faveur de Mines Virginia Inc.

Au quatrième trimestre de 2011, à la suite d'un test de dépréciation, la propriété Apple, les frais d'E&É reportés associés et les immobilisations corporelles associées (les « actifs d'Apple ») ont été dévalués de 3 046 053 \$, 844 993 \$ et 76 660 \$, respectivement, ce qui représente une perte pour dévaluation de 3 967 706 \$ étant donné qu'aucun travail d'E&É n'est prévu, que la Société concentrait ses efforts sur le développement de la propriété Matoush et ne disposait donc de ressources limitées pour la propriété Apple en 2012 et dans l'avenir, et que certains claims ont été abandonnés ramenant ainsi les actifs d'Apple à une valeur comptable de 0 \$ au 31 décembre 2011. L'estimation de la perte pour dévaluation requiert le jugement de la Direction.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Bâtiments et infrastructures (i)	Véhicules et matériel roulant (ii)	Équipement	Total (iii)
	\$	\$	\$	\$
Exercice clos le 31 décembre 2011				
Valeur comptable nette au début				
de l'exercice	9 566 849	147 719	462 673	10 177 241
Ajouts	1 112 154	990	132 615	1 245 759
Charges d'amortissement	(2 375 782)	(56 178)	(241 580)	(2 673 540)
Dévaluation	(76 660)	-	-	(76 660)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	8 226 561	92 531	353 708	8 672 800
Au 31 décembre 2011				
Coût	12 728 875	499 366	1 079 252	14 307 493
Charges d'amortissement cumulé	(4 275 654)	(406 835)	(725 544)	(5 408 033)
Dévaluation cumulée	(226 660)	-	-	(226 660)
Valeur comptable nette	8 226 561	92 531	353 708	8 672 800
Exercice clos le 31 décembre 2012				
Valeur comptable nette au début				
de l'exercice	8 226 561	92 531	353 708	8 672 800
Ajouts	2 074 165	27 120	9 056	2 110 341
Charges d'amortissement	(1 914 711)	(58 355)	(172 255)	(2 145 321)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	8 386 015	61 296	190 509	8 637 820
Au 31 décembre 2012				
Coût	14 803 040	526 486	1 088 308	16 417 834
Charges d'amortissement cumulé	(6 190 365)	(465 190)	(897 799)	(7 553 354)
Dévaluation cumulée	(226 660)	-	-	(226 660)
Valeur comptable nette	8 386 015	61 296	190 509	8 637 820

(i) Le montant pour les immobilisations corporelles, qui ont été acquises et livrées ou qui sont en construction sur le site du projet Matoush et qui n'avaient pas été amorties au 31 décembre 2012, s'élève à 1 786 357 \$ comparativement à 907 517 \$ au 31 décembre 2011 et est présenté dans Bâtiments et infrastructures.

(ii) Aucune charge d'amortissement n'a été imputée à l'état des résultats en lien avec les contrats de location-financement. La charge d'amortissement associée aux immobilisations corporelles faisant l'objet de contrats de location-financement de 15 792 \$ a été capitalisée dans les frais d'E&É reportés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 comparativement à 16 146 \$ au 31 décembre 2011.

Sont inclus dans Véhicules et matériel roulant, les véhicules et le matériel roulant faisant l'objet d'un contrat de location-financement dont la valeur comptable nette était de 29 567 \$ au 31 décembre 2012 comparativement à 44 626 \$ au 31 décembre 2011.

(iii) Toutes les immobilisations corporelles sont situées au Canada.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

9. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES

	Billets convertibles (a)	Prêts à payer (b, c et d)
	\$	\$
Au 31 décembre 2010	5 588 713	3 775 843
Ajouts	-	2 877 426
Charge de désactualisation	1 484 894	226 738
Remboursement	-	(4 000 000)
Au 31 décembre 2011	7 073 607	2 880 007
Ajouts	-	268 730
Charge de désactualisation	1 885 040	119 993
Remboursement	-	(3 000 000)
Au 31 décembre 2012	8 958 647	268 730

- (a) Le 27 janvier 2010, la Société a complété un placement privé avec Sentient Executive GP III, Limited, faisant partie du Groupe Sentient, comprenant 14 905 000 \$ en billets convertibles accompagnés de bons de souscription d'actions ordinaires. Chaque tranche de 1 000 \$ de billet est accompagnée d'approximativement 527 bons de souscription. Chaque bon de souscription permet à son porteur d'acquérir une action au prix de 1,00 \$ pour une période de 24 mois suivant la clôture et de 1,05 \$ pour la période subséquente de 24 à 36 mois suivant la date de clôture.

Les billets ne portent pas intérêt et ne comportent aucune sûreté. Leur échéance est le 27 février 2015. Ils sont convertibles pendant cette période en actions par le détenteur au prix de 0,95 \$ l'action. Jusqu'à ce que les billets arrivent à échéance, Sentient Executive GP III, Limited a la possibilité de convertir les billets par tranche de 1 000 \$ en 1 053 actions en se basant sur un prix de conversion de 0,95 \$ par action, pour un total de 15 689 474 actions.

À l'échéance, la Société peut à sa discrétion racheter en actions une partie ou la totalité des billets. Le nombre d'actions émises sera calculé en prenant la portion du principal des billets remboursés en actions divisée par 95 % de la moyenne pondérée de l'action sur la Bourse du TSX pour cinq jours. Par contre, en vertu de l'entente, la Société n'émettra jamais plus de 30 451 608 actions ordinaires à la suite de la conversion des billets et, en aucun cas, les émissions d'actions se feront à un prix inférieur à 0,7018 \$ sans l'approbation des actionnaires de la Société. Si l'approbation des actionnaires n'est pas obtenue, la Société devra régler la différence entre la moyenne pondérée de l'action sur la Bourse du TSX pour cinq jours et le prix plancher de 0,7018 \$ en espèces.

Advenant un changement de contrôle, le détenteur pourra recevoir le remboursement de la portion due du principal des billets multipliée par un facteur de 101 %.

Lors de la comptabilisation initiale, la composante du passif a été évaluée en premier, en utilisant un taux d'intérêt effectif de 25 % correspondant au taux du marché que la Société aurait obtenu pour un financement similaire sans l'option de conversion. Par la suite, la Société a évalué la juste valeur des bons de souscription avec la même méthode et les mêmes hypothèses que celles pour les bons liés aux unités. Le résiduel a été attribué à la composante capital et présenté dans les capitaux propres.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

9. PRÊTS À PAYER ET BILLETS CONVERTIBLES (suite)

- (b) Le 20 décembre 2012, Sentient Executive GP IV, Limited, faisant partie du Groupe Sentient, a consenti à la Société un prêt au montant de 3 000 000 \$. Les fonds ont été déboursés en deux versements, soit le premier le 20 décembre 2012 pour 500 000 \$ et le second le 14 janvier 2013 pour 2 500 000 \$. Le prêt est garanti par les crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2012 et doit être remboursé dans les 10 jours ouvrables suivant la réception des crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2012 liés aux frais d'E&É ou au plus tard le 10 décembre 2013. Le prêt porte intérêt au taux de 10 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 1 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,24 \$ l'action sur une période de 30 mois. La Société a aussi émis 549 451 actions ordinaires au prix de 0,182 \$ l'action représentant des frais d'engagements de 100 000 \$ qui a été comptabilisé en réduction du prêt.

La juste valeur des bons de souscription a été estimée à 0,062 \$ par bon de souscription pour un total de 92 706 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,14 %, une volatilité prévue de 70 %, aucun versement de dividende prévu et une durée de vie prévue des bons de souscription de 30 mois. Ce montant ainsi que le montant des frais d'émission de 38 564 \$ en lien avec ce financement, ont été comptabilisé en réduction du prêt.

- (c) La Société a reçu un prêt de 3 000 000 \$ de SIDEX, société en commandite (« SIDEX ») le 29 décembre 2011. Le prêt était garanti par les crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2011 et devait être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2011 liés aux frais d'E&É ou au plus tard le 31 décembre 2012. Le prêt portait intérêt au taux de 8 %.

En lien avec le prêt, la Société a émis 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires et a payé 64 000 \$ à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,75 \$ l'action sur une période de 24 mois.

La juste valeur des bons de souscription a été estimée à 0,12 \$ par bon de souscription pour un total de 58 574 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes et en utilisant les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,95 %, une volatilité prévue de 74 %, aucun versement de dividende prévu et une durée de vie prévue des bons de souscription de 24 mois. Ce montant a été comptabilisé en réduction du prêt.

Le 7 août 2012, la Société a remboursé en totalité le prêt de 3 000 000 \$ à SIDEX.

- (d) La Société a reçu un prêt de 4 000 000 \$ de SIDEX, le 26 novembre 2010. Le prêt était garanti par les crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2010 et devait être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources de 2010 liés aux frais d'E&É ou au plus tard le 31 décembre 2011. Le prêt portait intérêt au taux de 8 %. Le 19 décembre 2011, la Société a remboursé en entier le prêt de 4 000 000 \$ à SIDEX.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

10. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Obligations découlant de contrats de location-financement	30 874	45 003
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement	(15 448)	(14 129)
	15 426	30 874

Les versements de capital à effectuer sur l'obligation découlant d'un contrat de location-financement se détaillent ainsi :

	\$
2013	17 592
2014	16 126
	33 718
Moins : les intérêts implicites calculés à 9 %	(2 844)
	30 874

11. OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 994 709	1 925 397
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	91 059	88 602
Nouvelles obligations et changements d'estimation relativement aux obligations, préalablement constatées	183 852	(19 290)
Solde à la fin de l'exercice	2 269 620	1 994 709

Les flux de trésorerie non actualisés requis pour rembourser les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles sont estimés à 2 197 100 \$. La Société révise, à chaque période, le montant et le moment prévu où les flux de trésorerie requis pour acquitter les obligations seront versés et ajuste ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles en conséquence. Un taux d'escompte de 3,12 % a été utilisé pour évaluer les obligations au 31 décembre 2012 et le calcul tient compte de l'hypothèse selon laquelle les débours requis pour rembourser les obligations seront effectués en 2017, qui est la date anticipée pour la décision finale de production. Si la Société décide de ne pas entrer en production sur la propriété Matoush, il est présumé que l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles sera acquittée en 2017. Si la Société décide d'aller de l'avant avec la production sur la propriété Matoush, l'obligation sera alors reportée à une date ultérieure.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

12. CAPITAUX PROPRES

CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries dont les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions seront fixés par le conseil d'administration.

- (a) Le 29 février 2012, la Société a clôturé un placement privé par l'entremise d'un syndicat de placeurs pour compte totalisant 16 025 620 actions accréditives à un prix de 0,60 \$ et 0,65 \$ l'action pour un produit brut total de 9 999 988 \$. Conformément aux conventions de souscription d'actions accréditives, la Société s'est engagée à renoncer à 9 999 988 \$ en dépenses admissibles en faveur d'investisseurs qualifiés, effectif le 31 décembre 2012.

La Société a payé une commission aux placeurs pour compte au montant de 549 999 \$ en espèces, représentant 5,5 % du produit brut de ce placement privé accréditif ainsi que des frais d'émission de 122 214 \$ en lien avec ce financement, pour un montant totalisant 672 213 \$.

- (b) Le 29 février 2012, la Société a clôturé un deuxième placement privé avec Sentient Executive GP IV, Limited, faisant partie du Groupe Sentient, sans l'entremise d'un courtier, totalisant 6 000 000 d'unités au prix de 0,50 \$ l'unité pour un produit brut de 3 000 000 \$.

Chaque unité est constituée de une action ordinaire et de un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,65 \$ l'action jusqu'au 1^{er} mars 2014. La juste valeur des bons de souscription est estimée à 0,11 \$ par bon de souscription selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en supposant aucun versement de dividende prévu, une volatilité prévue de 67,1 %, un taux d'intérêt sans risque de 1,12 % et une durée de vie prévue des bons de souscription de 24 mois. Un montant de 340 322 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital social.

Sentient Executive GP IV, Limited a reçu 180 000 unités additionnelles évaluées à 90 000 \$ représentant 3 % du produit brut du placement à titre de frais de transaction. Un montant de 10 210 \$ a été porté aux bons de souscription et déduit du capital social. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 30 772 \$, qui ont été portés au capital social et aux bons de souscription, pour des montants respectifs de 27 281 \$ et 3 491 \$.

- (c) Le 23 juin 2011, la Société a clôturé un placement privé sans l'entremise d'un courtier totalisant 4 904 904 actions accréditives pour un produit brut de 3 500 100 \$. Conformément aux conventions de souscription d'actions accréditives, la Société s'est engagée à renoncer à 3 500 100 \$ en dépenses admissibles en faveur d'investisseurs qualifiés, effectif le 31 décembre 2011.

La Société a payé des frais d'intermédiaires de 210 000 \$ ainsi que des frais d'émission de 35 915 \$ en lien avec le financement, pour un montant totalisant 245 915 \$.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

12. CAPITAUX PROPRES (suite)

BONS DE SOUSCRIPTION

Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire une action de la Société. Les variations des bons de souscription en circulation sont présentées dans le tableau suivant :

	2012			2011		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Total \$	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Total \$
Solde au début de l'exercice	15 309 024	1,01	3 442 107	14 809 024	1,02	3 383 533
Placements privés (note 13)	3 000 000	0,65	340 322	-	-	-
En contrepartie de frais d'émission (note 13)	90 000	0,65	10 210	-	-	-
Frais d'émission (note 13)	-	-	(3 491)	-	-	-
En contrepartie des frais d'émission de prêts à payer (note 10)	1 500 000	0,24	92 706	500 000	0,75	58 574
Expiration des bons de souscription	(6 519 550)	1,05	(1 306 183)	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	13 379 474	0,86	2 575 671	15 309 024	1,01	3 442 107

Les bons de souscription en circulation au 31 décembre 2012 sont présentés dans le tableau suivant :

Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice	Date d'expiration
8 289 474	1,05 \$	27 janvier 2013
500 000	0,75 \$	23 décembre 2013
3 090 000	0,65 \$	1 ^{er} mars 2014
1 500 000	0,24 \$	19 juin 2015
13 379 474		

13. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société maintient un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des hauts dirigeants, des administrateurs et des consultants. Le conseil d'administration fixe les conditions d'acquisition des options d'achat d'actions ordinaires selon des quantités et des prix d'exercice qu'ils ont déterminés. Le prix de levée des options octroyées ne peut être inférieur au cours du marché qui correspond au coût moyen pondéré en fonction du volume et de la valeur des actions transigées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours qui précèdent l'octroi de l'option. Les options octroyées viennent à échéance à une date fixée par le conseil d'administration au plus tard cinq ans après la date d'octroi des options. Le nombre maximal d'actions qui peut être émis en vertu de ce régime est de 10 654 586. Le nombre maximal d'options pouvant être octroyées à un participant ne peut dépasser 5 % du nombre d'actions émises et en circulation du capital social.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

13. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (suite)

Les variations des options d'achat d'actions en vertu du régime sont présentées dans le tableau suivant :

	2012		2011	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
Solde au début d'exercice	5 437 500	1,62	5 030 500	1,75
Octroyées	1 360 000	0,40	1 129 500	0,50
Exercées	-	-	(175 000)	0,40
Frappées d'extinction	(4 000)	0,50	(104 668)	1,00
Expirées	(1 367 500)	2,93	(442 832)	1,37
Solde à la fin de l'exercice	5 426 000	0,99	5 437 500	1,62

La moyenne pondérée du prix des actions à la date d'exercice était de 0,93 \$ l'action en 2011.

Au 31 décembre 2012, la Société avait les options suivantes en circulation :

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice	Date d'expiration
		\$	
300 000	300 000	2,10	18 mars 2013
699 000	699 000	2,04	13 avril 2013
130 000	130 000	2,04	14 août 2013
67 500	67 500	2,04	29 octobre 2013
950 500	950 500	1,00	8 juin 2014
7 000	7 000	1,00	14 septembre 2014
14 000	14 000	1,00	4 janvier 2015
500 000	500 000	1,00	26 mai 2015
352 000	352 000	1,00	6 juin 2015
1 046 000	1 046 000	0,50	27 juin 2016
1 360 000	1 360 000	0,40	29 mai 2017
5 426 000	5 426 000		

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, des frais de rémunération à base d'actions de 225 273 \$ (241 727 \$ en 2011), ont été portés à l'état des résultats et un montant de 117 815 \$ (139 502 \$ en 2011) a été imputé aux frais d'E&É reportés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a octroyé 1 360 000 options d'achat d'actions (1 129 500 en 2011) au prix d'exercice de 0,40 \$ l'action et valides pour une période prévue de cinq ans à des dirigeants, à des administrateurs et à des consultants, dont 1 360 000 (1 006 500 en 2011) étaient immédiatement exerçables (en 2011, 123 000 devenaient exerçables en trois tranches sur une période de 18 mois). La juste valeur de chaque option octroyée a été déterminée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes. La juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions octroyées était de 0,245 \$ (0,31 \$ en 2011) par option. Le cours du marché des actions de la Société était inférieur au prix d'exercice à la date des octrois.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

13. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (suite)

Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées aux fins de ce calcul :

	2012	2011
Taux d'intérêt sans risque	1,31 %	2,40 %
Durée prévue	5 ans	5 ans
Taux de volatilité prévu	81 %	88 %
Taux de dividende prévu	0 %	0 %
Taux d'extinction prévu pour les options non attribuées immédiatement	1 %	1 %

14. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX MEMBRES DE LA DIRECTION

La Société a conclu, en 2011, une entente de services pour assurer des services de gestion à la Société, incluant les principaux membres de la direction (note 18).

Les principaux membres de la direction comprennent des administrateurs et des membres de la haute direction. Les contrats de travail en vigueur des membres de la haute direction comportent un mécanisme de rémunération variable pouvant atteindre jusqu'à 50 % du salaire annuel de base de ceux-ci.

La rémunération payée ou à payer pour les services des principaux membres de la direction est présentée ci-dessous :

	2012	2011
	\$	\$
Salaires et charges sociales	260 000	-
Frais pour les services des membres de la haute direction et les administrateurs	1 324 000	1 421 000
Rémunération à base d'actions	232 000	250 000
	1 816 000	1 671 000

Compensations en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle

Certains contrats de travail entre l'équipe de direction et la Société contiennent des compensations en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle. Si la cessation d'emploi ou un changement de contrôle impliquant des modifications importantes dans les fonctions attribuées à des membres de la haute direction avait eu lieu le 31 décembre 2012, les montants à payer pour l'équipe de la haute direction auraient totalisé 1 635 000 \$ et 2 595 000 \$ respectivement.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

15. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

	2012	2011
	\$	\$
Impôts exigibles		
Impôts exigibles sur le résultat net de l'exercice	-	-
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes	(176 896)	25 927
Total de la charge d'impôts exigibles (du recouvrement)	(176 896)	25 927
Impôts différés		
Naissance et renversement des différences temporelles relatives à :		
Impôts sur le revenu	557 413	(14 619)
Impôts miniers	1 553 267	2 770 927
Prime à l'émission d'actions accréditatives	(1 987 178)	(1 566 803)
Total des impôts différés	123 502	1 189 505
Charges d'impôts sur les résultats (recouvrements)	(53 394)	1 215 432

La provision pour impôts sur les résultats diffère du montant qui aurait été calculé en appliquant le taux d'imposition statutaire combiné canadien. Le taux d'imposition statutaire combiné correspond à la somme du taux d'impôts sur le revenu fédéral de 15 % (16,5 % en 2011), provincial de 11,9 % (11,9 % en 2011) ainsi que du taux d'impôts miniers québécois de 16 % (15 % en 2011). Le taux d'impôts miniers considéré est net de l'économie d'impôts sur le revenu s'y rattachant de 4,304 % (4,26 % en 2011).

	2012	2011
	\$	\$
Perte avant impôts sur les résultats	(4 478 507)	(9 105 181)
Taux d'imposition statutaire combiné canadien	38,596 %	39,14 %
Économie d'impôts sur les résultats au taux d'imposition statutaire combiné	(1 728 525)	(3 563 768)
Rémunération à base d'actions	60 598	68 650
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	2 690	57 510
Variation du taux d'impôts	-	1 358 693
Pertes autres qu'en capital expirées	-	80 557
Dépenses non déductibles et autres	(124 695)	921 920
Dépenses non déductibles, impôts miniers	481 073	675 726
Différences temporelles non comptabilisées	154 941	725 830
Frais d'E&É reportés renoncés	3 264 598	2 431 190
Prime à l'émission d'actions accréditatives	(1 987 178)	(1 566 803)
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes	(176 896)	25 927
	(53 394)	1 215 432

La baisse du taux est principalement attribuable à la réduction du taux d'imposition fédéral de l'impôt sur le résultat, qui est passé de 16,5 % à 15 % en 2012 et à l'augmentation du taux d'impôts miniers qui est passé de 15 % à 16 % en 2012.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

15. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (suite)

Le tableau qui suit présente une analyse des actifs et des passifs d'impôts différés.

	2012	2011
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Actifs d'impôts différés devant être recouvrés dans plus de 12 mois	(5 380 698)	(4 447 268)
Actifs d'impôts différés devant être recouvrés dans moins de 12 mois	(2 317)	(2 119)
Passifs d'impôts différés		
Passifs d'impôts différés devant être réglés dans plus de 12 mois	15 737 595	12 800 819
Passifs d'impôts différés devant être réglés dans moins de 12 mois	391 730	300 755
Passifs d'impôts différés, montant net	10 746 310	8 652 187

Le tableau qui suit présente l'évolution du compte d'impôts différés.

	2012	2011
	\$	\$
Au 1 ^{er} janvier	8 652 187	5 911 466
Montant comptabilisé en charges dans le compte des résultats	2 110 680	2 756 307
Charge d'impôts liée au capital social (recouvrement)	(16 557)	(15 586)
Au 31 décembre	10 746 310	8 652 187

Le tableau qui suit présente l'évolution des actifs et des passifs d'impôts différés au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes relatifs à la même administration fiscale.

Actifs d'impôts différés

	Pertes autres qu'en capital	Immobilisations corporelles	Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations corporelles	Impôts miniers	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 31 décembre 2010	(1 556 675)	(35 687)	(288 810)	(818 067)	(453 017)	(3 152 256)
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	(586 717)	(352 953)	(10 396)	(415 639)	84 160	(1 281 545)
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	(15 586)	(15 586)
Au 31 décembre 2011	(2 143 392)	(388 640)	(299 206)	(1 233 706)	(384 443)	(4 449 387)
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	(554 588)	(68 002)	(41 237)	(232 990)	(20 254)	(917 071)
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	(16 557)	(16 557)
Au 31 décembre 2012	(2 697 980)	(456 642)	(340 443)	(1 466 696)	(421 254)	(5 383 015)

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

15. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS (suite)

Passifs d'impôts différés

	Frais d'E&É reportés	Billets convertibles	Impôts miniers	Autres	Total
Au 31 décembre 2010	\$ 2 203 955	\$ 1 397 443	\$ 5 453 777	\$ 8 547	\$ 9 063 722
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	1 480 207	(222 734)	2 770 927	9 452	4 037 852
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2011	3 684 162	1 174 709	8 224 704	17 999	13 101 574
Montant débité (crédité) dans le compte des résultats	1 740 549	(282 756)	1 553 267	16 691	3 027 751
Montant débité (crédité) au capital social	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2012	5 424 711	891 953	9 777 971	34 690	16 129 325

N'ont pas été comptabilisés dans les états financiers, les actifs d'impôts différés liés aux pertes fiscales inutilisées qui expireront au cours des exercices de 2027 à 2032 :

	2012	2011
	\$	\$
Pertes autres qu'en capital	1 700 000	1 534 000
Actifs d'impôts différés	1 700 000	1 534 000

16. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'E&É selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres, de billets convertibles et des obligations découlant de contrats de location-financement réduits par la trésorerie pour un montant total de 79 636 556 \$ (67 919 695 \$ en 2011). La Direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité d'exploitation de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

Il n'y a pas eu de changement important concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, d'exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle ne complète un placement accréditif, auquel cas les fonds sont réservés aux travaux d'E&É. Les variations du capital sont présentées aux états des variations des capitaux propres.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrites ci-dessous :

(a) Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et des prix.

(i) Risque lié aux taux d'intérêt

La Société dispose d'un solde de trésorerie, et la politique actuelle de la Société est d'investir l'excédent de trésorerie en certificats de dépôt ou des comptes portant intérêt des grandes banques à charte canadiennes. Au 31 décembre 2012 et 2011, la Société n'avait investi aucun montant dans des dépôts à terme.

L'obligation découlant de contrats de location-financement et les prêts à payer portent intérêt à un taux fixe tandis que les billets convertibles ne portent pas intérêt. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

(ii) Risque de prix

La Société est assujettie au risque de marché en transigeant sur son investissement dans Pacific Bay, un émetteur de la Bourse de croissance TSX œuvrant dans le domaine de l'exploration minière. Au 31 décembre 2012, une baisse (augmentation) de 10 % de la valeur à la Bourse aurait diminué (augmenté) cet actif financier disponible à la vente d'environ 2 000 \$.

(b) Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers se résume comme suit :

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie	429 254	429 254	3 858 141	3 858 141
Actifs financiers disponibles à la vente	20 000	20 000	40 000	40 000
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	2 118 296	2 118 296	1 192 923	1 192 923
Obligations découlant de contrats de location-financement	30 874	30 874	45 003	45 003
Prêts à payer	268 730	500 000	2 880 007	3 000 000
Billets convertibles	8 958 647	9 206 882	7 073 607	7 361 004

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

17. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société au 31 décembre 2012 se composent de trésorerie, d'actifs financiers disponibles à la vente, de créditeurs et de charges à payer, de prêts à payer, d'obligations découlant de contrats de location-financement et de billets convertibles. La juste valeur de ces instruments financiers est divulguée ci-dessus et se rapproche de la valeur comptable en raison de leur courte maturité et des taux d'intérêt du marché, à l'exception du prêt à payer et des billets convertibles.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau qui suit résume la hiérarchie des justes valeurs selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

- Le premier niveau comprend des prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques : – actifs financiers disponibles à la vente.
- Le deuxième niveau comprend des données qui sont observables, autres que les prix cotés inclus au premier niveau : – néant.
- Le troisième niveau comprend des données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables : – néant.

(c) Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie. La Société place sa trésorerie dans une banque à charte canadienne.

(d) Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'E&É. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 31 décembre 2012, la Société possède de la trésorerie de 429 254 \$ (3 858 141 \$ au 31 décembre 2011) pour faire face à son passif courant de 2 402 474 \$ (4 087 059 \$ au 31 décembre 2011).

Au 31 décembre 2012, la Direction estime que les fonds disponibles ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses budgétées jusqu'au 31 décembre 2013 (note 1).

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires ou un regroupement d'entreprises. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

17. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant l'intérêt le cas échéant, aux 31 décembre 2012 et 2011 :

2012					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	2 118 296	2 118 296	2 118 296	-	-
Prêts à payer	268 730	548 630	548 630	-	-
Obligations découlant de contrats de location- financement	30 874	33 718	17 592	16 126	-
Billets convertibles	8 958 647	14 905 000	-	-	14 905 000

2011					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 12 à 24 mois	Plus de 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	1 192 923	1 192 923	1 192 923	-	-
Prêts à payer	2 880 007	3 241 315	3 241 315	-	-
Obligations découlant de contrats de location- financement	45 003	51 310	17 592	17 592	16 126
Billets convertibles	7 073 607	14 905 000	-	-	14 905 000

18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le 10 août 2011, la Société a renouvelé une entente de services, sur une base mensuelle et effective le 1^{er} août 2011 (« entente de services ») avec BBH Géo-Management inc. (« BBH »), une société liée avec la Société car :

- (a) le président et administrateur de BBH est aussi président et administrateur de la Société;
- (b) un dirigeant de BBH est aussi un dirigeant et un administrateur de la Société.

Aux termes de cette entente de services, BBH assume les services de gestion de la Société incluant les travaux d'E&É. La Société paie une charge mensuelle fixe de 5 500 \$ pour la location de locaux, des équipements de bureau et du matériel informatique qui sera révisée au 31 juillet de chaque année; des frais de gestion de 5 % sur tous les coûts liés aux programmes d'E&É et aux achats d'immobilisations liés à la propriété Matoush; des frais de gestion de 10 % sur tous les coûts liés aux programmes d'E&É sur les autres propriétés : Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toutes autres propriétés futures; et des frais de gestion de 5 % sur tous les achats liés aux projets d'E&É ou aux ententes d'options sur les propriétés Matoush Extension, Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et toutes autres propriétés futures.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (suite)

Tout en respectant la clause de non sollicitation prévue à l'entente de services, la Société devait prendre en considération que lors de l'émission de la licence de la CCSN pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush ou d'autres événements, elle devrait engager des frais et des honoraires pour la sollicitation et l'engagement de personnel, pour la gestion de ses affaires et la réalisation de ses programmes d'exploration et de développement minier. Ainsi, la Société a convenu d'une entente de transfert de personnel avec BBH, le 8 novembre 2011, effective aussi le 1^{er} août 2011 (« entente de transfert »).

Cette entente de transfert prévoit, entre autres, que BBH serait en droit de réclamer des honoraires pour le transfert des membres de la direction et des employés permanents de BBH à la Société. Dans l'entente de transfert, la Société s'oblige et s'engage à payer BBH pour le transfert de chaque membre de la direction et pour le transfert éventuel de chaque employé permanent, dans les 30 jours suivant leur entrée en fonction auprès de la Société, un honoraire calculé selon un pourcentage de leur rémunération de base payable par la Société.

Lors de l'obtention de la licence de la CCSN, le 16 octobre 2012, la Société a demandé à BBH le transfert de dix membres de la direction, qui étaient auparavant des employés de BBH et qui sont devenus, à cette date, des employés de la Société (« Membres de la Direction »). Une somme de 360 000 \$ est payable à BBH pour le transfert des Membres de la Direction.

Aux termes de l'entente de transfert, les honoraires des Membres de la Direction auparavant facturés à la Société par BBH en vertu de l'entente de services, ont cessé d'être exigibles à compter du 16 octobre 2012 et il en est de même des frais reliés à la gestion des travaux reliés aux programmes d'E&É sur les propriétés minières de la Société, énoncés plus haut et à la gestion des travaux administratifs, qui sont dorénavant assumés par la Société à compter de la date du transfert des Membres de la Direction.

L'entente de transfert prévoit aussi le transfert éventuel de certains autres employés permanents de BBH qui pourraient éventuellement devenir des employés de la Société, mais qui sont encore, en date du 21 mars 2013, des employés de BBH (« Employés Permanents »).

Toutes les autres dispositions de l'entente de services concernant les services encore rendus par les Employés Permanents à la Société et la charge mensuelle fixe de 5 500 \$ pour la location de locaux, des équipements de bureau et du matériel informatique continuent à être en vigueur.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 :

BBH a facturé :

- i) des honoraires d'experts-conseils et de sous-traitants au montant de 3 387 000 \$ (3 318 000 \$ en 2011) inclus dans les frais d'E&É reportés;
- ii) des frais de gestion :
 - 1) de 481 000 \$ (620 000 \$ en 2011) inclus dans les frais d'E&É reportés;
 - 2) de 89 000 \$ (62 000 \$ en 2011) inclus dans les immobilisations corporelles;
- iii) des honoraires pour un montant total de 964 000 \$ (1 157 000 \$ en 2011);
- iv) des frais de location de 64 000 \$ (62 000 \$ en 2011).

Au 31 décembre 2012, les créiteurs et charges à payer comprennent un montant de 598 000 \$ (158 000 \$ au 31 décembre 2011) à payer à BBH. Les factures de BBH sont payables sur réception.

RESSOURCES STRATECO INC.

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011

(en dollars canadiens)

19. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2012	2011
	\$	\$
Opérations sans effet sur la trésorerie		
Frais d'E&É reportés inclus dans les créditeurs et charges à payer	1 322 128	283 747
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer	115 500	327 556
Frais d'émission de prêts à payer inclus dans les créditeurs et charges à payer	38 564	-
Crédits d'impôts à recevoir présentés en réduction des frais d'E&É reportés	4 250 626	5 175 763
Immobilisations corporelles comptabilisées en vertu des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	183 852	(19 290)
Amortissement d'immobilisations corporelles inclus dans les frais d'E&É reportés	2 114 230	2 630 619
Unités émises comme frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impact fiscal de 24 210 \$	65 790	-
Unités émises comme frais d'émission de prêts à payer	100 000	-
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'E&É reportés	117 815	139 502
Émission d'actions pour acquisition de propriétés minières	-	27 720

20. ENGAGEMENTS

Le tableau qui suit présente les obligations contractuelles de la Société au cours des prochains exercices se terminant le 31 décembre.

	2013	2014 et après
	\$	\$
Location-exploitation	85 697	-

La CCSN a assorti, entre autres, la licence obtenue le 16 octobre 2012 d'une condition à respecter avant d'entreprendre les travaux prévoyant que la Société devra déposer en fiducie une garantie financière de l'ordre de 6 000 000 \$ pour la réhabilitation du site.

21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 14 janvier 2013, la Société a reçu, selon l'entente intervenue le 20 décembre 2012 avec Sentient Executive GP IV, Limited, faisant partie du Groupe Sentient, le second versement au montant de 2 500 000 \$ du prêt consenti totalisant la somme de 3 000 000 \$.